

↳ Chaque année, en décembre nous soutenons le **MARATHON DES LETTRES**

DIRE LA VÉRITÉ SUR LE COVID-19 LUI A VALU D'ÊTRE ENFERMÉE

CHINE

Zhang Zhan

En février 2020, Zhang Zhan s'est rendue à Wuhan, en Chine. Déterminée à mettre en lumière la vérité sur la crise du Covid-19, elle a été une des rares journalistes citoyennes à en parler publiquement. Sur les réseaux sociaux, elle a montré comment les autorités arrêtaient les journalistes indépendant-e-s et harcelaient les familles des personnes atteintes du Covid-19. Par la suite, elle a été arrêtée et condamnée à quatre ans de prison, une peine qui a pour but de la réduire au silence.

Quand la région de Wuhan, alors centre de l'épidémie de COVID-19 en Chine, a été confinée, Zhang Zhan a été l'une des rares journalistes citoyennes à en parler publiquement.

Déterminée à faire connaître la vérité, cette ancienne avocate s'est rendue sur place en février 2020. Elle est passée par les médias sociaux et a signalé que le gouvernement avait arrêté des journalistes indépendant-e-s et harcelé les familles de malades du COVID-19. Les journalistes citoyen-ne-s ont été la seule source d'information non censurée et de première main sur l'épidémie.

Zhang Zhan a disparu dans la région de Wuhan en mai 2020. Plus tard, les autorités ont confirmé qu'elle était détenue par la police à Shanghai, à 640 km de là. En juin 2020, Zhang Zhan a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention. En décembre, elle était si faible qu'elle a dû se présenter au tribunal en fauteuil roulant. Elle a été condamnée à quatre ans d'emprisonnement pour avoir «cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public». Elle a été transférée à la prison pour femmes de Shanghai en mars 2021. Les autorités lui refusent toujours de recevoir des visites de sa famille.

«Nous devons chercher la vérité, quel qu'en soit le prix», a déclaré Zhang Zhan. «La vérité a toujours été ce qu'il y a de plus cher au monde. La vérité, c'est notre vie.»

PROPOSITIONS D'ACTION

- 1.) **Veillez écrire une lettre courtoise au président chinois Xi Jinping.**
Demandez-lui d'ordonner la libération immédiate et sans condition de Zhang Zhan.

- **Formule d'appel:** Monsieur le Président,
- Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 4**.
- **Frais d'envoi:** CHF 2.00

→ **Adresse:**
President of the People's Republic of China
Xi Jinping
Zhongnanhai, Xichangan'jie
Xichengqu, Beijing Shi 100017
People's Republic of China
E-mail: english@mail.gov.cn

- 2.) **Montrez à Zhang Zhan qu'elle n'est pas seule !**

Envoyez-lui un message d'espoir sur ce modèle: Zhang Zhan, votre attachement à faire connaître la vérité nous inspirera toutes et tous, encore et encore.

Nous allons continuer à vous soutenir et nous attendons le jour où vous serez à nouveau libre.

Bon courage !

→ **Pour que Zhang Zhan ait plus de chances de recevoir votre message, n'incluez aucune référence à Amnesty International.**

→ **Réseaux sociaux** - Hashtags: #ZhangZhan / #FreeZhangzhan

→ **Adresse:**
Zhang Zhan, No, 1601, Zhangjing Road, Sijing Zhen
Songjiang Qu
Shanghai 201601
People's Republic of China / République populaire de Chine

↳ Chaque année, en décembre nous soutenons le **MARATHON DES LETTRES**

EMPRISONNÉ POUR AVOIR DÉFENDU UNE RIVIÈRE SACRÉE

GUATEMALA

Bernardo Caal Xol

Dans le nord du Guatemala, Bernardo Caal Xol s'est toujours engagé pour la protection de la nature et de la biodiversité. Lorsque la rivière Cahabon, qui a une importance vitale pour la région, a été menacée par la construction de deux centrales électriques, Bernardo et sa communauté ont protesté. En représailles, il a été traîné devant le tribunal sur la base d'accusations infondées. En 2018, un tribunal a condamné Bernardo à sept ans de prison sans aucune preuve.

Bernardo Caal Xol porte tout un peuple dans son cœur. À travers ses activités d'enseignant et de dirigeant syndical, il s'est donné pour mission d'apporter à son peuple, les Q'eqchi', dans le centre-nord du Guatemala, les moyens de se faire entendre. Il a également fait tout son possible pour protéger de façon pacifique leurs terres et leurs ressources naturelles du pillage et de la perte de biodiversité.

Quand une entreprise, avec l'autorisation du gouvernement, a endigué la rivière Cahabón, qui traverse le territoire Q'eqchi', pour construire deux centrales hydroélectriques, Bernardo et son peuple ont protesté. Cette rivière, l'une des plus longues du Guatemala, est sacrée pour les Q'eqchi'. Leurs forêts avaient déjà été rasées pour la construction des centrales, et maintenant elles et ils perdaient aussi la précieuse source dont les Q'eqchi' avaient besoin pour vivre.

Bernardo a réclamé la fermeture des centrales électriques, invoquant le fait que les autorités n'avaient pas consulté son peuple comme l'exige le droit international.

Mais ces actions lui ont attiré les foudres de l'entreprise et des élites économiques et politiques. Bernardo a fait l'objet d'une campagne de diffamation reposant sur des accusations récurrentes et infondées. En 2018, il a été condamné sans la moindre preuve à plus de sept ans de prison.

«Pourquoi suis-je en prison?» demande-t-il. «Pour avoir dénoncé ce qu'ils font aux rivières et défendu le peu qu'il en reste.»

PROPOSITIONS D'ACTION

- 1.) Veuillez **écrire une lettre courtoise** à la Procureure générale du Guatemala.
Demandez-lui d'abandonner toutes les charges retenues contre Bernardo et de le libérer immédiatement.

→ **Formule d'appel:** Madame la Procureure générale,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 5**.

→ **Adresse:**

María Consuelo Porras Argueta
Fiscal General de Guatemala
c/o Ambassade de Guatemala
Jubiläumsstrasse 41
3005 Berne

E-Mail: carrecis@mp.gob.gt

Twitter : @MPguatemala

Facebook: @mpguatemala

- 2.) **Montrez à Bernardo que vous le soutenez !**

Envoyez-lui des messages de solidarité et d'espoir pour qu'il sache qu'il n'est pas seul dans cette lutte pour protéger les terres de son peuple. Envoyez votre message à Amnesty International au Mexique et nous le ferons suivre.

→ **Adresse:**

Bernardo Caal Xol
c/o Oficina Regional de Amnistía Internacional,
Luz Saviñón 519, Colonia del Valle, Alcaldía Benito Juárez, 067100 Ciudad de México, Mexico

Twitter: @BernardoCaal2

Facebook: @bernardo caal xol

E-mail: hrdamericas@amnesty.org

↳ Chaque année, en décembre nous soutenons le **MARATHON DES LETTRES**

ENLEVÉ ET MALTRAITÉ POUR AVOIR PROTESTÉ CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

NIGERIA

Imoleayo Michael

En octobre 2020, de jeunes Nigérian-e-s ont protesté contre la violence de la Special Anti-Robbery Squad (SARS), une unité spéciale de la police. Imoleayo Michael se trouvait parmi les manifestant-e-s. Le jeune programmeur informatique a soutenu les manifestations sur Twitter et Facebook, utilisant le hashtag #EndSARS. Deux semaines plus tard, des hommes armés l'ont enlevé et l'ont enfermé dans une cellule souterraine durant 41 jours. Il doit désormais répondre d'accusations mensongères et risque plusieurs années de prison.

Lorsque des jeunes sont descendu-e-s dans les rues de la capitale du Nigeria, Abuja, en octobre 2020, Imoleayo Michael les a rejoint-e-s. Elles et ils manifestaient contre la violence, le chantage et les meurtres perpétrés par la Brigade spéciale de répression des vols, connue sous les initiales SARS. Ce jeune programmeur informatique a soutenu les manifestations sur Twitter et Facebook en utilisant le hashtag #EndSARS, devenu viral.

Deux semaines plus tard, à l'aube du 13 novembre, 20 hommes armés ont mené une attaque surprise chez Imoleayo. Ils ont fracassé la fenêtre de sa chambre et pointé une arme sur lui pour l'obliger à ouvrir sa porte d'entrée. Une fois à l'intérieur, ils ont confisqué ses téléphones portables et son ordinateur, puis ils ont enfermé sa femme, sa mère âgée et son fils de sept mois dans une pièce et coupé le courant.

Ils ont conduit Imoleayo au siège du Service de sécurité de l'État, où ils l'ont maintenu en détention dans une cellule souterraine pendant 41 jours sans possibilité de consulter un avocat ni de voir sa famille. Là, on lui a passé les menottes et bandé les yeux et on l'a enchaîné à un meuble en métal. On l'a obligé à dormir à même le sol. On ne lui servait à manger que du porridge parsemé de cailloux. Des membres du Service de sécurité l'ont interrogé cinq fois.

Imoleayo a contracté une pneumonie et a finalement été libéré sous caution en décembre 2020. Il est poursuivi sur la base d'accusations forgées de toutes pièces pour «conspiration en vue de troubler l'ordre public» et «troubles à l'ordre public».

PROPOSITIONS D'ACTION

- 1.) **Veillez écrire une lettre courtoise** au Procureur général du Nigeria.
Demandez-lui d'abandonner immédiatement toutes les charges retenues contre Imoleayo.

→ **Formule d'appel:** Monsieur le Procureur général de la Fédération

→ Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 6**.

→ **Frais d'envoi:** CHF 2.00

→ **Adresse:**

Abubakar Malami
Attorney General of the Federation and Minister of Justice
New Federal Secretariat Complex
5th Floor Shehu Shagari Way Maitama
P.M.B 192 Garki
Abuja
Nigeria

E-Mail: info@justice.gov.ng

- 2.) **Montrez à Imoleayo qu'il n'est pas seul !**

Écrivez-lui un **message d'amitié et de soutien**. Prenez-le en photo et publiez la photo sur vos réseaux sociaux en identifiant Imoleayo comme indiqué ci-dessous et en utilisant le hashtag #FreelmoleAyo.

→ **Twitter:**

@imoleayomichael (mentionnez aussi @AmnestyNigeria)

→ **et sur Facebook à:**

www.facebook.com/adeyeun (mentionnez aussi @ainigeria)

Président de la République
populaire de Chine
Xi Jinping
Zhongnanhai
Xichangan'jie
Xichengqu, Beijing Shi 100017
République populaire de Chine

Concerne : Zhang Zhan

Monsieur le Président,

Zhang Zhan incarne l'exemple même de ces journalistes d'investigation qui osent mettre les autorités face à la vérité. Les journalistes citoyen·ne·s comme elle ont été les uniques sources d'information de première main, indépendantes et non censurées sur l'épidémie de COVID-19, grâce à leurs publications sur les réseaux sociaux et sur internet, et ce en dépit du harcèlement et de la répression constants qu'ils et elles subissaient.

Mais, au lieu d'être saluée pour son travail, Zhang Zhan a été condamnée à quatre ans de prison pour avoir osé rendre compte de ce qu'elle voyait. Si les autorités chinoises souhaitent réellement lutter contre le COVID-19 et empêcher de nouvelles épidémies de se répandre, elles doivent mettre fin à la censure et respecter la liberté d'expression. **Zhang Zhan doit être libérée immédiatement et sans condition.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération,

Copie:

Ambassade de la République Populaire de Chine, Kalcheggweg 10, 3006 Berne
Fax: 031 351 45 73 / E-mail: dashmishu@hotmail.com

María Consuelo Porras Argueta
Fiscal General de Guatemala
c/o Ambassade de Guatemala
Jubiläumsstrasse 41
3005 Berne

Concerne : Bernardo Caal Xol

Madame la Procureure générale,

Bernardo Caal Xol porte tout un peuple dans son coeur. Lui et le peuple maya Q'eqchi' sont une part essentielle de ce qui constitue le patrimoine du Guatemala. Elles et ils protègent pacifiquement l'eau et les terres qui font du pays une destination internationale unique en son genre. Cependant, les centrales hydroélectriques qui ont été autorisées à opérer sur leur territoire sans leur permission perturbent les eaux de leur fleuve sacré, le Cahabón, abîment le paysage et détruisent leur mode de vie.

Alors que le seul objectif de Bernardo est de s'assurer que l'eau et les terres seront préservées pour les générations futures, il a fait l'objet d'une campagne de diffamation et a été condamné à plus de sept ans de prison sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. **Je vous demande d'abandonner toutes les charges retenues contre Bernardo et de le libérer immédiatement.**

Je vous prie d'agréer, Madame la Procureure générale, l'expression de ma haute considération,

Copie:

Ambassade du Guatemala, Jubiläumsstrasse 41, 3005 Berne
Fax: 031 351 10 72 / E-mail: suiza@minex.gob.gt ; guatemala@bluewin.ch

Monsieur Abubakar Malami
Procureur général de la Fédération et
Ministre de la Justice
New Federal
Secretariat Complex
5th Floor Shehu Shagari Way Maitama
P.M.B 192 Garki, Abuja, Nigeria

Concerne : Imoleayo Michael

Monsieur le Procureur général de la Fédération,

Imoleayo Michael est un jeune programmeur informatique qui veut simplement un Nigeria plus juste et plus équitable. En octobre 2020, il s'est joint à d'autres jeunes qui manifestaient contre la Brigade spéciale de répression des vols (SARS), une unité de la police connue pour ses actes de violence, ses chantages et ses homicides. Deux semaines plus tard, des hommes armés l'ont emmené de chez lui et l'ont enfermé dans une cellule souterraine où il est resté 41 jours.

Il est sous le coup d'accusations mensongères et encourt des années de prison, tout cela parce qu'il est convaincu que la police du Nigeria peut faire mieux pour le peuple qu'elle est censée protéger.

Je vous demande instamment d'abandonner immédiatement toutes les charges retenues contre Imoleayo Michael.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur général de la Fédération, l'expression de ma haute considération,

Copie:

Ambassade de la République Fédérale du Nigéria, Zieglerstrasse 45, 3007 Berne
Fax: 031 384 26 26 / E-mail: info@nigerianbern.org